Ce fichier a été téléchargé le jeudi 19 novembre 2026 sur Criminocorpus, Musée d'histoire de la justice, des crimes et des peines.
24 janvier 2023

- Citer cette page

Pour citer cette page

Le Code civil, *Musée Criminocorpus* publié le 24 janvier 2023, consulté le 19 novembre 2026.
Permalien : https://criminocorpus.org/fr/ref/25/19707/
-

Code civil

Section I — De la privation des droits civils par la perte de la qualité de Français

Extrait

Article 17

Version du 8 mars 1803

Texte source : ***Code civil des Français, édition originale et seule officielle, à Paris, de l'imprimerie de la République, An XII, 1804.***

La qualité de Français se perdra, 1° par la naturalisation acquise en pays étranger; 2° par l'acceptation non autorisée par le Gouvernement, de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger; 3° par l'affiliation à toute corporation étrangère qui exigera des distinctions de naissance; 4° enfin, par tout établissement fait en pays étranger, sans esprit de retour.

Les établissemens de commerce ne pourront jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour.

Version du 3 septembre 1807

Texte source : ***Code Napoléon, seconde édition officielle du Code civil.***

La qualité de Français se perdra, 1° Par ~~par~~ la naturalisation acquise en pays étranger; 2° Par l'acceptation, ~~par l'acceptation~~ non autorisée par l'Empereur, ~~le Gouvernement,~~ de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger; 3° Enfin, ~~par l'affiliation à toute corporation étrangère qui exigera des distinctions de naissance; 4° enfin,~~ par tout établissement fait en pays étranger, sans esprit de retour.

Les établissemens de commerce ne pourront jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour.

Version du 30 août 1816

Texte source : ***Ordonnance contenant la 3e édition officielle du Code civil.***

La qualité de Français se perdra, 1° Par la naturalisation acquise en pays étranger; 2° Par l'acceptation, non autorisée par le Roi, ~~l'Empereur,~~ de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger; 3° Enfin, par tout établissement fait en pays étranger, sans esprit de retour.

Les établissemens de commerce ne pourront jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour.

Version du 1 janvier 1835

Texte source : ***Modification de l'orthographe.***

La qualité de Français se perdra, 1° Par la naturalisation acquise en pays étranger; 2° Par l'acceptation, non autorisée par le Roi, de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger; 3° Enfin, par tout établissement fait en pays étranger, sans esprit de retour.

Les établissements ~~établissemens~~ de commerce ne pourront jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour.

Version du 4 novembre 1848

Texte source : ***Constitution du 4 novembre 1848.***

La qualité de Français se perdra, 1° Par la naturalisation acquise en pays étranger; 2° Par l'acceptation, non autorisée par le Gouvernement, ~~Roi,~~ de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger; 3° Enfin, par tout établissement fait en pays étranger, sans esprit de retour.

Les établissements de commerce ne pourront jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour.

Version du 26 juin 1889

Texte source : ***Loi sur la nationalité.***

Perdent la ~~La~~ qualité de Français :

1° Le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert sur sa demande la nationalité étrangère par l'effet de la loi.

S'il est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active, la naturalisation de l'étranger ne fera perdre la qualité de Français que si elle a été ~~se perdra, 1° Par la naturalisation acquise en pays étranger; 2° Par l'acceptation, non~~ autorisée par le Gouvernement français;

2° Le Français qui a décliné la nationalité française dans les cas prévus au paragraphe 4 de l'article 8 et aux articles 12 et 18;

3° Le Français qui, ayant accepté les ~~Gouvernement, de~~ fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, les conserve nonobstant l'injonction du Gouvernement français de les résigner dans un délai déterminé;

4° Le Français qui, sans autorisation du Gouvernement, prend du service militaire à l'étranger, sans préjudice des lois pénales contre le Français qui se soustrait aux obligations de la loi militaire.

~~étranger; 3° Enfin, par tout établissement fait en pays étranger, sans esprit de retour.~~

~~Les établissements de commerce ne pourront jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour.~~